

A partir du 7 décembre se tient à Copenhague le Sommet sur le changement climatique, en présence de la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement des grandes pays de la planète : il est vrai que les enjeux sont d'importance puisqu'il s'agit de chercher et de trouver des solutions aux problèmes posés par des activités humaines énergivores et polluantes dont les conséquences ne sont pas toutes connues même si certaines apparaissent hautement et dangereusement probables... En fait, les tractations entre puissances ont déjà commencé depuis quelques mois, et celles-ci sont d'ailleurs fort révélatrices des nouveaux rapports de force sur la planète : Chine et Inde sont les pays les plus courtisés par les pays européens pour limiter leurs rejets de gaz à effet de serre, alors même que les puissances émergentes sont en pleine ascension économique ou, plutôt, en pleine affirmation de leur nouvelle puissance, et qu'ils voient les négociations sur le climat comme une manœuvre des pays occidentaux destinée à freiner, au nom de grands principes moraux et environnementaux, cette redistribution des cartes en cours sur la planète...

Ce Sommet va-t-il faire avancer les choses ? Les pays européens, et leurs opinions, ont pris conscience du problème climatique. Cela signifie-t-il qu'ils sont prêts, les uns et les autres, à faire quelques « sacrifices » ? Malgré les intentions affichées et les grandes promesses, malgré les attitudes plus responsables des Etats comme des populations, il n'est pas certain que les mesures destinées à limiter les rejets de gaz à effet de serre soient populaires et bien acceptées par les consommateurs : le cas récent de la **taxe carbone** en France désapprouvée par une grande partie de l'opinion montre la difficulté qu'il y a à passer de la déclaration de principe à la pratique... Et pourtant ! Si elle n'est pas entièrement satisfaisante, cette taxe a au moins le mérite de pousser à la recherche de nouveaux modes de déplacement et à une meilleure gestion (collective comme individuelle) de ceux-ci pour diminuer leur impact environnemental. On imagine aisément que, si cette mesure anodine et relativement indolore (cela dépend évidemment des revenus des personnes concernées) a tant de mal à passer, des mesures plus avancées pour limiter les consommations d'énergies, de matières premières, etc., risquent de se heurter à la bronca des consommateurs et de la grande distribution. La difficulté est surtout de mettre en place une politique de réduction des consommations qui ne soit pas considérée comme une dégradation d'un niveau de vie, trop souvent confondu encore avec la quantité plutôt qu'avec la qualité...

La Chine, l'Inde et le Brésil (ce dernier pays s'affirmant lui aussi comme une nouvelle puissance économique soucieuse de jouer sa partition écologique) sont bien conscients des problèmes climatiques de demain, mais ils ne veulent pas sacrifier leur développement actuel à des contraintes dont ils estiment qu'elle répondraient, tardivement d'ailleurs, à des attitudes de consommation et de gaspillage des pays du Nord, et ils s'appuient pour argumenter leur défense sur le niveau de rejet de gaz à effet de serre, non par pays (car, dans ce cas, la Chine vient de ravir la première place aux Etats-Unis...) , mais par habitant, car, dans ce cas-là, ils sont largement en deçà des niveaux des pays du Nord : « **l'empreinte écologique** » des habitants de nos pays d'Europe ou occidentaux est très supérieure, non seulement à celle des Chinois ou des Indiens, mais à ce qui est raisonnable pour assurer la survie même de la planète.

Il y a aussi l'attitude ambiguë des Etats-Unis qui, malgré le succès des théories d'Al Gore sur le changement climatique et des films catastrophes sur ce sujet comme « **Le jour d'après** », continuent à penser que leur modèle de développement et de consommation «

n'est pas négociable

» selon la formule célèbre de l'ancien président Bush : M. Obama se rend à Copenhague en sachant fort bien que les mesures qui y seront prises ont peu de chances d'être ratifiées par le Sénat états-unien... Ce double jeu des Etats-Unis risque néanmoins d'être peu apprécié par les autres puissances mais il n'est pas non plus certain, à moyen terme, que cette stratégie soit payante, ne serait-ce que parce que les Etats-Unis ont de moins en moins les moyens de leur politique... et de leur consommation !

Quant à la France, si les intentions de M. Borloo et celles avancées par le Grenelle de l'environnement sont fort honorables, il n'est pas certain, là encore, que la volonté politique puisse, ou veuille, s'imposer (et parfois s'opposer) aux intérêts économiques des grandes sociétés et de la grande distribution dont la responsabilité dans les processus de production et de consommation est encore trop négligée, à tort : « **l'hyperconsommation** » qui est désormais le propre d'une société de consommation comme la nôtre continue de développer sa logique périlleuse à terme, autant sur le plan environnemental qu'elle l'est sur le plan moral ou spirituel, celle du «

Consommer pour produire

», fort bien dénoncée en son temps par l'essayiste royaliste Pierre Debray. D'autre part, sa stratégie de «

séduction

» poursuit ses ravages, en particulier dans les jeunes générations : au-delà du symbolique téléphone portable aux déclinaisons multiples et constamment renouvelées, devenu un «

besoin

» quand il n'était à l'origine qu'un «

gadget

», c'est tout un système de pensée et de valeurs qu'il faut remettre en cause, et il n'est pas sûr que nos sociétés en soient capables ou en aient la volonté. Dans ce cas, c'est au Politique d'intervenir et d'agir, «

avant qu'il ne soit trop tard

». Mais, une République qui s'appuie sur des clientèles électorales qu'il faut savoir ménager pour conserver le Pouvoir peut-elle engager de grands projets environnementaux sur le long terme et faire comprendre que quelques efforts sont nécessaires pour préserver ce qui doit l'être ? D'autre part, peut-elle s'engager pour une

politique de sobriété consumériste

quand la tête de l'Etat elle-même semble plus préoccupée par les apparences et le « bling-bling » que par les «

œuvres de la nature

» ?

Copenhague, en somme, n'est qu'une étape dans un processus plus long et lent de prise de conscience générale du fait que « **les hommes ne peuvent commander à la nature qu'en lui obéissant** » : mais c'est au Politique de jouer son rôle de protection des intérêts communs, au sein de chaque Etat ou groupe d'Etat, au contact et avec le consentement (qu'il faudra susciter et cela ne sera pas toujours facile...) des populations concernées. Aux Etats et aux gouvernements, et non à une dangereuse gouvernance mondiale qui se parerait des vertus écologiques pour mieux imposer sa globalisation qui, en définitive, oublierait ou nierait ce qui fait la nature des hommes et, au-delà, de leur environnement...